

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 16 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BLEDINA SA

**ZI LE TEINCHURIER
RUE FREDERIC SAUVAGE
19100 Brive-La-Gaillarde**

Références : 2026-01-16 UiD192026-0005r georisques
Code AIOT : 0006000361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement BLEDINA SA implanté Rue Frédéric Sauvage Z.I. du Teinchurier 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans une action nationale de contrôle 2025 portant sur les installations de combustion moyenne. Les enjeux de cette action concernent la qualité de l'air et la santé publique. L'objectif du contrôle est de vérifier le respect des valeurs limites d'émission (VLE) .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLEDINA SA
- Rue Frédéric Sauvage Z.I. du Teinchurier 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006000361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BLEDINA (du groupe DANONE), exploite une installation de fabrication de produits de nutrition spécialisée, notamment en nutrition infantile.

L'installation relève du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection

de l'environnement et de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010, dite directive « IED » (rubrique n° 3642-3 : traitement et transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires).

Elle est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 juillet 2014, modifié par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 4 août 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 08/03/2018, article R.515-114 et R 515-115 et R515-116	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.1	Sans objet
3	Appareils fonctionnant en secours d'une chaudière	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 1.4.2	Sans objet
4	VLE chaudières existantes et nouvelles P >5 MW et < 500 h /an	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.4.I.a	Sans objet
5	VLE Chaudières existantes >5 MW et >500h/an jusqu'au 31/12/2024	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.4.I.a	Sans objet
6	VLE Chaudière à compter du 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.4.II	Sans objet
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
8	Mesures périodique	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.3.III	Sans objet
9	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.3.V	Sans objet
10	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.4	Sans objet
11	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.7	Sans objet
12	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 08/03/0018, article 3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de combustion est conforme aux exigences réglementaires en vigueur.

Toutefois, l'enregistrement des équipements de combustion au registre MCP n'a pas encore été réalisé.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/03/2018, article R.515-114 et R 515-115 et R515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R.515-114:</p> <p>I.-L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; -la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; -le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; -le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; -la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débutée avant le 20 décembre 2018 ; -le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; -le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; -dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. <p>II.-Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8.</p> <p>R.515-115:</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116:</p> <p>I.-Les informations prévues à l'article R. 515-114, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a demandé à l'exploitant, en amont de la visite, s'il avait transmis les informations relatives à son installation dans le registre MCP. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas effectué cette démarche, n'en ayant pas connaissance.</p> <p>Les installations de combustion exploitées sur le site présentent une puissance thermique nominale totale de 19,31 MW.</p> <p>Conformément aux dispositions du II de l'article R.515-144 du Code de l'environnement, l'exploitant aurait dû transmettre certaines données de ses installations de combustion, selon les modalités de recueil prévues par l'arrêté du 2 janvier 2019, avant le 31 décembre 2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Suite à ce constat, l'exploitant doit, dans un délai d'un mois, réaliser cette déclaration et transmettre à l'Inspection le numéro attribué à sa télédéclaration, attestant de la bonne réalisation de cette transmission.</p> <p>Les dispositions relatives au recueil des données sont disponibles sur le site suivant : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.</p> <p>Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.</p> <p>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est classée au titre de la rubrique Combustion 2910-2a.</p> <p>L'exploitant utilise deux chaudières sur le site. Ces deux équipements sont alimentés au gaz naturel. Le classement de l'installation est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Appareils fonctionnant en secours d'une chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 1.4.2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours d'une chaudière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lequel l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée de deux chaudières dont une dite de secours (la chaudière Alstom).</p> <p>L'exploitant indique que la durée annuelle de fonctionnement de cet équipement est limitée à 250 heures par an.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE chaudières existantes et nouvelles P >5 MW et < 500 h /an

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.4.I.a
Thème(s) : Actions nationales 2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), « rapportés aux conditions normales » de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p> <p>I. « a) » Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent [...] : [...]</p> <p>- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;</p> <p>Gaz naturel, Biométhane : Nox 100mg/Mm3</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats présentés à l'Inspection concernent la chaudière Alstom, mise en service en 1998, d'une puissance de 10,467 MW. L'exploitant a indiqué un fonctionnement de 250 h par an. Les mesures ont été effectuées le 2 mai 2024, sur la base de trois mesurages de 30 minutes chacun. Les conditions de fonctionnement sont présentées dans le rapport. L'exploitant a déclaré à l'Inspection que les conditions de fonctionnement de la chaudière au moment des mesures correspondaient à des conditions normales de fonctionnement.</p> <p>Les mesures ayant été réalisées en 2024, la conformité aux valeurs limites d'émission (VLE) a été vérifiée par rapport aux valeurs applicables jusqu'au 31/12/2024.</p> <p>Les VLE en NOx sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.4.I.a
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Chaudière jusqu'au 31/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), « rapportés aux conditions normales » de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p> <p>I. « a) » Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent [...] : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; <p>Gaz naturel, Biométhane :Nox 100 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats présentés à l'Inspection concernent la chaudière Babcock, mise en service en 2018, d'une puissance de 8,845 MW, et un fonctionnement déclaré de 7920 h par an. Les mesures ont été effectuées le 2 mai 2024, sur la base de trois mesurages de 30 minutes chacun. Les conditions de fonctionnement sont présentées dans le rapport. L'exploitant a déclaré à l'Inspection que les conditions de fonctionnement de la chaudière au moment des mesures correspondaient à des conditions normales de fonctionnement.</p> <p>Les mesures ayant été réalisées en 2024, la conformité aux valeurs limites d'émission (VLE) a été vérifiée par rapport aux valeurs applicables jusqu'au 31/12/2024.</p> <p>Les VLE en NOx sont respectées._</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE Chaudière à compter du 01/01/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.2.4.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, après le 1/1/14 service avant le 20/12/2018 >5MW
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection informe l'exploitant qu'à compter du 1er janvier 2025, les valeurs limites d'émission (VLE) applicables à l'équipement Babcock sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOx : 100 mg/Nm³ - CO : 100 mg/Nm³
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis préalablement à l'inspection le rapport de mesures n°100255950-001-1 du 2 mai 2024, établi par la société APAVE, organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ce rapport porte sur les deux chaudières du site et présente les résultats des mesures relatives au débit des rejets et aux teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p> <p>Les résultats consignés dans le rapport ne font apparaître aucune non-conformité au regard des prescriptions applicables pour chacune des deux chaudières</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.3.III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/ an
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le dernier rapport de mesures établi par la société APAVE le 2 mai 2024.</p> <p>Les constats relatifs à ce point sont décrits au point n°7 du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.3.V
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation
Prescription contrôlée : V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge .Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.
Constats : Le dernier rapport de mesures transmis par l'exploitant, établi par la société APAVE le 2 mai 2024, relatif aux mesures d'émissions atmosphériques, précise que les conditions de fonctionnement lors des essais correspondaient à une chaudière modulante selon la demande du réseau. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que, lors des essais, les mesures ont été effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations de combustion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
Constats : Les deux chaudières du site fonctionnent au gaz naturel et ne disposent pas de système de traitement des fumées. Par ailleurs, les constats relatifs aux valeurs limites d'émission (VLE) sont décrits aux points de contrôle n° 4 et n° 5. Les VLE imposées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : Lors de l'inspection, la présence d'un livret de chaufferie a été constatée. La maintenance y est enregistrée : à titre d'exemple, le contrôle annuel réalisé par Apave le 16/09/2025 (autocontrôle) est mentionné comme satisfaisant. De plus, l'exploitant a transmis à l'Inspection, en amont de la visite, le contrat de maintenance établi avec une société prestataire le 22/04/2024, ainsi que le bon de passage réalisé dans le cadre de ce contrat le 11/02/2025. Ce point n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/03/0018, article 3.9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R.224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R.224-20 à R.224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.
Constats : L'exploitant a transmis préalablement à l'inspection le rapport n° 100255960-001-2 en date du 11/10/2024 relatif à la vérification périodique de l'efficacité énergétique de ses deux chaudières. Les résultats font apparaître un rendement de 94,1 % pour la chaudière mise en service en 1999 (équipement de secours) et de 95,8 % pour la chaudière mise en service en 2018. Pour l'ensemble des équipements, le rendement caractéristique de combustion est conforme aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite